

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

## COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 99 — 2155

[C - 99/31300]

27 MAI 1999. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française fixant le Règlement relatif aux sanctions disciplinaires applicables aux élèves des établissements d'enseignement fondamental, secondaire, ordinaire et spécial et de promotion sociale organisés par la Commission communautaire française

Le Collège,

Vu les articles 136, 163 et 166 de la Constitution coordonnée du 17 février 1994;

Vu le décret de la Communauté française du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

Considérant que l'article 94 du décret précité dispose que chaque pouvoir organisateur définit les sanctions disciplinaires et détermine les modalités selon lesquelles elles sont prises dans les établissements d'enseignement qu'il organise;

Considérant que les dispositions actuellement en vigueur à la Commission communautaire française telles que prévues par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 29 février 1996 fixant le règlement relatif aux sanctions disciplinaires applicables aux élèves de ses établissements, doivent être revues à la lumière des dispositions du décret de la Communauté française du 24 juillet 1997 visé ci-avant ainsi que du décret de la Communauté française du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives;

Considérant qu'il est préférable d'adopter un nouvel arrêté afin de disposer d'un texte complet et coordonné, rendant son application aisée par les acteurs scolaires;

Vu l'avis exprimé par la Commission paritaire locale en date du 30 avril 1999;

Sur proposition du Membre du Collège chargé de l'Enseignement,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Aspects généraux*

**Article 1<sup>er</sup>.** En vue d'assurer le maintien de l'ordre et de la discipline, des mesures d'ordre et des mesures disciplinaires peuvent être prises à l'égard des élèves.

Le régime disciplinaire qui leur est applicable détermine l'échelle des peines qui peuvent être prononcées, la procédure à suivre, les droits de la défense qu'il convient de respecter et l'(les) autorité(s) compétente(s) en la matière.

**Art. 2.** Toute sanction disciplinaire doit être proportionnelle à la gravité des faits et aux antécédents individuels. Elle ne peut être fondée que sur des faits précis.

La matérialité des faits doit être établie par écrit soit dans des notes, des rapports, des avis dans les journaux de classe, des procès-verbaux de conseil de classe, etc...pour servir en matière de preuves. Ces écrits doivent être datés et signés par leurs auteurs.

Lorsque les griefs sont d'une certaine gravité ou lorsqu'ils se répètent, ils sont portés chaque fois à la connaissance des parents de l'élève s'il est mineur ou de l'élève s'il est majeur, soit par lettre recommandée avec accusé de réception, soit par un écrit signé attestant qu'ils en ont eu connaissance.

On entend par parent la personne légalement responsable de l'élève mineur.

Les renvois collectifs ne sont pas autorisés; chaque cas doit être examiné en particulier.

**Art. 3.** Le dossier disciplinaire d'un élève n'est pas transmissible d'établissement à établissement.

CHAPITRE II. — *Mesures d'ordre*

**Art. 4.** Les mesures d'ordre ont pour objet d'amener l'élève à améliorer un comportement qui, sans mettre en péril la bonne marche de l'établissement, y fait néanmoins entrave et à se conformer aux exigences de la bonne collaboration entre tous.

Les mesures d'ordre sont :

1. la réprimande;
2. la retenue ou une peine de substitution consistant en travaux en réparation des effets de tout acte ou abstention dommageable ou conformes à l'activité scolaire de l'élève;
3. le renvoi temporaire d'un, de plusieurs ou de tous les cours.

**Art. 5.** Les mesures d'ordre peuvent être accompagnées de devoirs supplémentaires imposés par le membre du personnel qui a décidé la mesure.

Ces devoirs sont choisis de façon à contribuer au développement intellectuel et moral de l'élève. Ils ne peuvent, en aucun cas, consister en des tâches matérielles de pure copie répétitive.

Les devoirs supplémentaires sont examinés et corrigés par le membre du personnel qui les a imposés.

**Art. 6.** Sauf circonstances exceptionnelles, aucune mesure d'ordre ne peut être appliquée sans que l'élève soit préalablement entendu par le membre du personnel qui envisage de la prononcer.

La relation des faits entraînant l'application d'une mesure d'ordre doit figurer au journal de classe de l'élève et être visée par les parents de l'élève s'il est mineur ou par l'élève, s'il est majeur.

**Art. 7.** La réprimande est décidée par les membres du personnel enseignant ou par les membres du personnel auxiliaire d'éducation, par le chef d'établissement ou par son délégué.

**Art. 8.** La retenue ou la peine de substitution sont décidées par le chef d'établissement ou son délégué, à son initiative ou sur proposition motivée d'un membre du personnel.

Elles ont lieu sous la surveillance d'un membre du personnel auxiliaire d'éducation ou éventuellement sous la surveillance d'un membre du personnel enseignant.

Leur durée est de deux heures au minimum et de quatre heures au maximum.

**Art. 9.** Le renvoi temporaire d'un, de plusieurs ou de l'ensemble des cours, dont la durée est en principe d'un maximum de trois jours ouvrables et ne peut, en aucun cas, excéder cinq jours, est décidée par le chef d'établissement ou son délégué, à son initiative ou sur proposition motivée d'un membre du personnel.

Pendant son renvoi temporaire, l'élève doit être présent dans l'établissement et y effectuer les travaux qui lui sont imposés.

Le renvoi temporaire d'un, de plusieurs ou de tous les cours doit être motivé formellement et être notifié, par lettre recommandée ou par lettre remise avec accusé de réception, aux parents de l'élève s'il est mineur, à l'élève s'il est majeur.

### CHAPITRE III. — *Mesures disciplinaires*

**Art. 10.** Les mesures disciplinaires se définissent comme la réaction légitime de la communauté éducative face à un comportement d'élève qui représente un danger pour le bon fonctionnement de l'établissement.

La mesure disciplinaire a pour effet de priver celui qui en fait l'objet du bénéfice qu'il retire de l'enseignement.

Les mesures disciplinaires sont :

1. l'exclusion provisoire;
2. l'exclusion définitive.

Les mesures disciplinaires constituent des sanctions graves.

**Art. 11.** L'exclusion provisoire de l'établissement est décidée par le chef d'établissement ou par son délégué, à son initiative ou sur proposition motivée du conseil de classe ou d'un membre du personnel.

Sa durée ne peut excéder douze demi-journées dans le courant d'une même année scolaire, sauf dérogation accordée par le Ministre de la Communauté française dans des conditions exceptionnelles.

L'élève doit être préalablement entendu par le directeur ou son délégué.

**Art. 12.** L'exclusion définitive de l'établissement est une mesure exceptionnelle.

Elle est prononcée par le chef d'établissement.

Elle ne peut être prononcée que si les faits dont l'élève s'est rendu coupable portent atteinte au renom de l'établissement ou à la dignité ou à l'intégrité physique ou psychologique du personnel ou des autres élèves, ou compromettent l'organisation ou la bonne marche de l'établissement ou font subir un préjudice matériel ou moral grave aux personnes ou aux biens.

Les faits justifiant une exclusion définitive et définis à l'alinéa précédent peuvent se traduire notamment par des coups et blessures, ayant entraîné une incapacité même limitée dans le temps, portés par un élève à un autre élève, à un membre du personnel ou toute autre personne autorisée à entrer dans l'établissement, l'introduction ou la détention de quelque arme que ce soit, de substances inflammables, de substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiants, désinfectants ou antiseptiques, l'extorsion avec violences ou menaces de valeurs ou d'objets, l'exercice de pressions psychologiques insupportables par insultes, injures, calomnies ou diffamation.

Cette énumération ne constitue pas une liste exhaustive.

Si ces faits ont été commis par une personne étrangère à l'établissement mais à l'instigation ou avec la complicité d'un élève, celui-ci sera considéré comme ayant commis un fait pouvant justifier l'exclusion.

L'élève majeur qui compte, au cours d'une même année scolaire, plus de quarante demi-journées d'absence injustifiée peut être exclu de l'établissement selon les modalités fixées au Chapitre IV.

### CHAPITRE IV. — *Procédure en matière d'exclusion définitive*

**Art. 13.** Dans tous les cas où une exclusion définitive est envisagée, le chef d'établissement ou son délégué entend l'élève afin de discuter de la matérialité des faits justifiant une sanction.

L'audition fait l'objet d'un procès-verbal signé par l'élève.

L'absence de comparution ou la renonciation à l'audition du chef de l'élève ou son refus de signer le procès-verbal d'audition est constaté par un écrit daté et signé par deux membres du personnel non compris la personne qui a procédé à l'audition.

**Art. 14.** Le chef d'établissement informe les parents de l'élève s'il est mineur ou l'élève s'il est majeur des griefs retenus contre l'élève et de la constitution d'un dossier disciplinaire à sa charge.

**Art. 15.** Les parents de l'élève s'il est mineur, l'élève s'il est majeur, sont convoqués en vue de leur audition, par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins quatre jours ouvrables avant la date de comparution.

La lettre de convocation doit mentionner :

- 1° les faits reprochés à l'élève;
- 2° la mesure disciplinaire envisagée par le chef d'établissement;
- 3° le lieu, le jour et l'heure de l'audition;
- 4° le droit des intéressés de se faire assister par un défenseur de leur choix;
- 5° le lieu, les jours et heures auxquels le dossier disciplinaire peut être consulté;

Cette audition fait l'objet d'un procès-verbal.

Si l'élève majeur ou les parents de l'élève mineur refusent de signer le procès-verbal ou émettent des réserves, il en est fait mention.

L'absence de comparution ou la renonciation à l'audition du chef de l'élève majeur ou des parents de l'élève mineur, ou leur refus de signer le procès-verbal d'audition est constaté par écrit daté et signé par deux membres du personnel non compris la personne qui a procédé à l'audition.

**Art. 16.** Si la peine d'exclusion définitive est envisagée par le chef d'établissement, le conseil de classe ou le corps enseignant dans l'enseignement primaire et le centre psycho-médico-social sont appelés à donner leur avis.

Il est tenu compte de la gravité des faits reprochés à l'élève, de ses antécédents et de son comportement.

**Art. 17.** L'élève ne peut se soustraire à une enquête relative à son comportement.

Il est tenu de comparaître personnellement devant l'autorité disciplinaire.

L'absence de comparution ou la renonciation à l'audition de l'élève majeur, de l'élève et de ses parents s'il est mineur, est constatée par un écrit daté et signé par deux membres du personnel non compris la personne qui a procédé à l'audition.

Cette absence ne suspend pas la procédure.

**Art. 18.** L'exclusion définitive prononcée par le chef d'établissement est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception à l'élève majeur ou aux parents de l'élève mineur.

Il y est fait mention de l'existence d'un droit de recours et de ses modalités.

Il appartient aux parents de l'élève exclu de l'inscrire dans une autre école, aussi longtemps qu'il est soumis à l'obligation scolaire.

La direction de l'établissement et le centre psycho-médico-social qui en assure la guidance apportent, dans la mesure du possible, leur aide à la réinsertion scolaire de l'élève exclu.

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. Excepté dans l'enseignement de promotion sociale, le pouvoir organisateur ou son délégué peut proposer à l'élève exclu s'il est majeur, ou à l'élève mineur exclu et à ses parents son inscription dans un autre établissement qu'il organise.

§ 2. Si le pouvoir organisateur, qui adhère à un organe de représentation et de coordination, ne peut proposer à l'élève majeur exclu ou à l'élève mineur exclu et à ses parents son inscription dans un autre établissement qu'il organise, il transmet, dans les dix jours d'ouverture de l'école qui suivent la date d'exclusion, copie de l'ensemble du dossier disciplinaire à cet organe. Celui-ci propose à l'élève majeur ou à l'élève mineur et à ses parents son inscription dans un autre établissement organisé par un pouvoir organisateur qu'il représente.

§ 3. L'organe de représentation et de coordination visé au § 2 est :

— pour l'enseignement secondaire ordinaire : le Conseil des pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel neutre subventionné;

— pour l'enseignement spécial : le Conseil de l'enseignement des Communes et des Provinces;

§ 4. Dans les cas où l'organe de représentation et de coordination estime que les faits dont l'élève s'est rendu coupable sont d'une gravité extrême, il entend à son tour l'élève s'il est majeur, l'élève et ses parents s'il est mineur. Dans le cas où l'élève est mineur, il informe le Conseiller de l'Aide à la Jeunesse compétent et sollicite son avis. L'avis rendu par le Conseiller est joint au dossier. Lorsque le mineur bénéficie d'une mesure d'aide contrainte, le Conseiller de l'Aide à la Jeunesse transmet la demande d'avis au Directeur de l'Aide à la Jeunesse compétent. L'avis rendu par le Directeur est joint au dossier.

§ 5. Si l'organe de représentation et de coordination estime que l'inscription de l'élève exclu dans un autre établissement d'un des pouvoirs organisateurs qu'il représente ne peut être envisagée, il en avise l'administration de la Communauté française dans les vingt jours d'ouverture d'école qui suivent la date de réception du dossier. L'administration transmet le dossier au Ministre de la Communauté française qui statue sur l'inscription de l'élève dans un établissement d'enseignement de la Communauté française.

**Art. 20.** Lorsque la gravité des faits le justifie, le chef d'établissement peut, par mesure conservatoire, en attendant l'issue d'une procédure d'exclusion définitive, interdire l'accès de l'établissement à l'élève qui en fait l'objet. L'écartement provisoire ne peut dépasser dix jours d'ouverture d'école.

Cette décision est notifiée à l'élève s'il est majeur ou aux parents de l'élève s'il est mineur, soit par lettre recommandée ou lettre remise avec accusé de réception à l'élève majeur ou aux parents de l'élève s'il est mineur, qui en la signant attesteront en avoir eu connaissance.

CHAPITRE V. — *Recours en matière d'exclusion définitive*

**Art. 21.** Un recours au Collège peut être introduit à l'encontre de la décision d'exclusion définitive prononcée par le chef d'établissement.

Ce recours doit être motivé et peut être accompagné d'un mémoire écrit.

Ce recours et son mémoire doivent être introduits dans un délai de dix jours ouvrables, à dater de la notification de la décision du chef d'établissement.

Ils doivent être adressés par pli recommandé au chef d'établissement, lequel les transmettra immédiatement en même temps que le dossier disciplinaire, à l'Administration qui fera rapport au Collège.

Le Collège statue sur le recours au plus tard le quinzième jour d'ouverture d'école qui suit la réception du recours. Lorsque le recours est reçu pendant les vacances d'été, le Collège statue pour le 20 août. Dans tous les cas, la notification est donnée dans les trois jours ouvrables qui suivent la décision.

Ce recours n'est pas suspensif de la décision d'exclusion définitive.

CHAPITRE VI. — *Dispositions abrogatoire et transitoire*

**Art. 22.** L'arrêté du 29 février 1996 fixant le règlement relatif aux sanctions disciplinaires applicables aux élèves des établissements d'enseignement organisés par la Commission communautaire française est abrogé.

**Art. 23.** Toutefois, les procédures visant à l'application d'une mesure d'ordre ou d'une mesure disciplinaire entamées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté sur base de l'arrêté visé à l'article 22 sont poursuivies selon les dispositions de cet arrêté sans préjudice de celles du décret du 24 juillet 1997 de la Communauté française.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

**Art. 24.** Le Membre du Collège, compétent pour la matière visée par le présent arrêté, est chargé de l'exécution de celui-ci.

**Art. 25.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Fait à Bruxelles, le 27 mai 1999.

Par le Collège :  
Membre du Collège chargé de l'Enseignement,  
E. TOMAS  
Président du Collège chargé du Budget,  
H. HASQUIN

—  
VERTALING

## FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 99 — 2155

[C - 99/31300]

**27 MEI 1999. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot bepaling van het reglement inzake de tuchtstraffen voor de leerlingen van het gewoon en bijzonder basis- en secundair onderwijs en het onderwijs voor sociale promotie dat wordt georganiseerd door de Franse Gemeenschapscommissie**

Het College,

Gelet op artikelen 136, 163 en 166 van de Grondwet, gecoördineerd op 17 februari 1994;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 24 juli 1997 tot bepaling van de prioritaire opdrachten van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en tot organisatie van de eigen structuren om deze opdrachten te kunnen vervullen;

Overwegende dat artikel 94 van voornoemd decreet stelt dat iedere inrichtende macht de tuchtstraffen bepaalt alsook de wijzen waarop deze worden doorgevoerd in de onderwijsinstellingen die het inricht;

Overwegende dat de bepalingen die thans in voege zijn bij de Franse Gemeenschapscommissie, zoals omschreven in het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 29 februari 1996 tot vaststelling van het reglement voor de tuchtstraffen voor de leerlingen uit deze instellingen, moeten worden herzien in het licht van de bepalingen van voornoemd decreet van de Franse Gemeenschap van 24 juli 1997 alsook van het decreet van de Franse Gemeenschap van 30 juni 1998 waarbij alle leerlingen gelijke kansen moeten krijgen op het vlak van de sociale emancipatie, met name door het voeren van positieve discriminatie;

Overwegende dat het wenselijk is een nieuw besluit aan te nemen zodat men een volledige en gecoördineerde tekst bezit die de onderwijsactoren toelaat deze tekst makkelijker toe te passen;

Gelet op het advies van de lokale paritaire Commissie uitgebracht op 30 april 1999;

Op voorstel van de Minister, Lid van het College, belast met Onderwijs,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

**Artikel 1.** Voor de goede orde en discipline kunnen orde- en tuchtmaatregelen getroffen worden ten aanzien van de leerlingen.

Het tuchtstelsel voor de leerlingen bevat de straffen die kunnen worden uitgesproken, de te volgen procedures, de rechten van de verdediging die moeten worden geëerbiedigd en de bevoegde overheid (overheden) ter zake.

**Art. 2.** Ieder tuchtmaatregel moet in verhouding staan tot de ernst van de feiten en de voorgeschiedenis van het individu. Deze mag enkel gebaseerd zijn op precieze feiten.

De feitelijkheid moet schriftelijk worden vastgesteld in nota's, rapporten, berichten in de klasagenda's, notulen van de klasseraad, enz. en dienen als bewijs. Deze schriften moeten door de daders worden gedateerd en ondertekend.

Wanneer de klachten een zekere ernst vertonen of wanneer deze zich herhalen, worden ze steeds ter kennis gebracht van de ouders van de minderjarige leerling of van de meerderjarige leerling zelf, hetzij bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, hetzij via een ondertekende tekst waarin verklaard wordt dat zij hiervan in kennis zijn gesteld.

De ouder is de persoon die wettelijk verantwoordelijk is voor de minderjarige leerling.

Collectieve verwijderingen zijn niet toegelaten; ieder geval moet apart worden behandeld.

**Art. 3.** Een tuchtdossier van een leerling mag niet worden verzonden naar een andere instelling.

#### HOOFDSTUK II. — *Ordemaatregelen*

**Art. 4.** De ordemaatregelen dienen om het hinderlijk gedrag van de leerling te verbeteren zonder hierbij de goede werking van de instelling in het gedrang te brengen. Ze dienen ook opdat de leerling zich zou richten naar de vereisten voor een goede samenwerking met iedereen.

De ordemaatregelen bestaan uit :

1. de berisping;
  2. het nablijven of een alternatieve straf bestaande uit herstellingswerken ingevolge iedere handeling of nadelige onthouding of uit werken die passen bij de schoolactiviteiten van de leerling;
- de tijdelijke verwijdering uit één, meerdere of alle lessen.

**Art. 5.** De ordemaatregelen kunnen gepaard gaan met bijkomende taken opgelegd door het personeelslid van wie de ordemaatregel uitgaat.

Deze taken worden zodanig gekozen dat ze ten goede komen van de intellectuele en morele ontplooiing van de leerling. Deze taken mogen in geen enkel geval bestaan uit materiële opdrachten van louter repetitieve aard.

De bijkomende taken worden voorgelegd en verbeterd door het personeelslid dat deze oplegt.

**Art. 6.** Behoudens uitzonderlijke omstandigheden mag geen enkele ordemaatregel toegepast worden zonder dat de leerling voorafgaandelijk gehoord werd door het personeelslid dat de maatregel wil opleggen.

Het verband tussen de feiten dat aanleiding geeft tot een ordemaatregel wordt vermeld in de klasagenda van de leerling en ondertekend door de ouders van de leerling als deze minderjarig is of door de meerderjarige leerling zelf.

**Art. 7.** De berisping wordt opgelegd door de leden van het onderwijzend personeel of door de leden van het onderwijzend hulppersoneel, door het schoolhoofd of zijn afgevaardigde.

**Art. 8.** Het nablijven of de alternatieve straf wordt beslist door het schoolhoofd of zijn afgevaardigde, op eigen initiatief of op gemotiveerd voorstel van een personeelslid.

Deze ordemaatregelen gebeuren onder toezicht van een lid van het onderwijzend hulppersoneel of eventueel onder toezicht van een lid van het onderwijzend personeel.

De duur ervan bedraagt minstens twee en maximum vier uren.

**Art. 9.** De tijdelijke verwijdering uit één, meerdere of alle lessen, dewelke meestal maximum drie werkdagen duurt en in ieder geval niet langer mag duren dan vijf werkdagen, wordt beslist door het schoolhoofd of zijn afgevaardigde, op eigen initiatief of op gemotiveerd voorstel van een personeelslid.

Tijdens de tijdelijke verwijdering moet de leerling aanwezig zijn in het schoolgebouw en er opgelegde taken uitvoeren.

De tijdelijke verwijdering uit één, meerdere of alle lessen moet formeel gemotiveerd en betekend worden via aangetekende brief of via de afgifte van een brief met ontvangstbewijs, aan de ouders van de minderjarige leerling ofwel aan de meerderjarige leerling zelf.

#### HOOFDSTUK III. — *Tuchtmaatregelen*

**Art. 10.** Tuchtmaatregelen worden genomen als gewettigde reactie van de onderwijsgemeenschap op het gedrag van een leerling dat de goede werking van de instelling in het gedrang brengt.

De tuchtmaatregel ontnemt diegene aan wie ze wordt opgelegd de voordelen van het onderwijs.

Er zijn twee tuchtmaatregelen :

1. de voorlopige uitsluiting;
2. de definitieve uitsluiting.

Tuchtmaatregelen zijn zware straffen.

**Art. 11.** Tot de voorlopige uitsluiting uit de instelling wordt beslist door het schoolhoofd of zijn afgevaardigde, op eigen initiatief of op gemotiveerd voorstel van de klasseraad of een personeelslid.

De duur ervan mag niet meer dan twaalf halve dagen bedragen tijdens een zelfde schooljaar, behoudens afwijking toegestaan door de Minister van de Franse Gemeenschap in uitzonderlijke omstandigheden.

De leerling wordt eerst gehoord door het schoolhoofd of zijn afgevaardigde.

**Art. 12.** De definitieve uitsluiting uit de instelling is een uitzonderlijke maatregel.

Enkel het schoolhoofd kan deze maatregel uitvoeren.

De tuchtmaatregel mag enkel worden genomen als de feiten die de leerling ten laste worden gelegd afbreuk doen aan de faam van de instelling of de waardigheid of de fysieke of psychologische integriteit van het personeel of de andere leerlingen, of gevaar betekenen voor de organisatie of de goede werking van de instelling of nog als deze feiten een ernstig materieel of moreel nadeel berokkenen aan de personen of goederen.

Volgende feiten rechtvaardigen een definitieve uitsluiting : slagen en verwondingen van een leerling die leiden tot al dan niet langdurige ongeschiktheid van een andere leerling, een personeelslid of iedere andere persoon die het schoolgebouw mag betreden, het bezit van eender welk wapen, ontflambare, giftige, slaapverwekkende, verdovende, desinfecterende of bederfwerende middelen of produkten, afpersing met geweld of onder bedreiging van waarden of voorwerpen, ondraaglijke psychologische druk door beledigingen, vloeken, laster of smaad.

Deze lijst is onvolledig.

Als deze feiten werden gepleegd door een persoon die niet in de instelling behoort, maar deze persoon hiertoe werd aangespoord of bijgestaan door een leerling, dan wordt laatstgenoemde beschouwd als zijnde de pleger van een feit dat een uitsluiting rechtvaardigt.

De meerderjarige leerling die tijdens eenzelfde schooljaar meer dan veertig halve dagen ongewettigd afwezig is, kan uitgesloten worden op de wijze bedoeld in hoofdstuk IV.

#### HOOFDSTUK IV. — *Procedure voor de definitieve uitsluiting*

**Art. 13.** In alle gevallen van een mogelijke definitieve uitsluiting hoort het schoolhoofd of zijn afgevaardigde de leerling waarbij de feiten op een rij worden gezet die een dergelijke straf rechtvaardigen.

Van de hoorzitting wordt een verslag opgesteld die de leerling ondertekend.

Als de leerling niet op de hoorzitting verschijnt of hieraan verzaakt of als hij weigert het verslag van de hoorzitting te ondertekenen, dan wordt hiervan een schriftelijk en gedateerde vaststelling opgemaakt die wordt ondertekend door twee personeelsleden, de persoon die is overgegaan tot de hoorzitting niet inbegrepen.

**Art. 14.** Het schoolhoofd brengt de ouders van de minderjarige leerling ofwel de meerderjarige leerling zelf op de hoogte van de klachten tegen hem alsook van de opmaak van een tuchtdossier te zijnen laste.

**Art. 15.** De ouders van de minderjarige leerling of de meerderjarige leerling zelf worden ten minste vier werkdagen vóór de verschijningsdatum opgeroepen voor de hoorzitting via aangetekend schrijven met ontvangstbewijs.

De oproepingsbrief vermeldt :

1. de feiten die de leerling ten laste worden gelegd;
2. de door het schoolhoofd beoogde tuchtmaatregel;
3. de plaats, de datum en het uur van de hoorzitting;
4. het recht van de betrokkenen om zich te laten bijstaan door een verdediger naar hun keuze;
5. de plaats, dagen en uren waaraan het tuchtdossier kan worden ingekeken.

Van de hoorzitting wordt een verslag opgesteld.

Als de meerderjarige leerling of de ouders van de minderjarige leerling weigeren het verslag te ondertekenen of voorbehoud maken, wordt dit vermeld.

Als de meerderjarige leerling of de ouders van de minderjarige leerling niet op de hoorzitting verschijnen of hieraan verzaken of als deze weigeren het verslag van de hoorzitting te ondertekenen, dan wordt hiervan een schriftelijk en gedateerde vaststelling gedaan die wordt ondertekend door twee personeelsleden, de persoon die is overgegaan tot de hoorzitting niet inbegrepen.

**Art. 16.** Als het schoolhoofd wil overgaan tot de definitieve uitsluiting, dan moeten de klasseraad of het onderwijzend personeel uit het lager onderwijs en het psycho-medisch-sociaal centrum hun advies uitbrengen.

Er wordt rekening gehouden met de ernst van de aan de leerling ten laste gelegde feiten, zijn voorgeschiedenis en zijn gedrag.

**Art. 17.** De leerling mag geen onderzoek naar zijn gedrag weigeren.

Hij moet persoonlijk voor de tuchtverheid verschijnen.

Als de meerderjarige leerling of de ouders en de minderjarige leerling niet op de hoorzitting verschijnen of hieraan verzaken, dan wordt hiervan een schriftelijk en gedateerde vaststelling gedaan die wordt ondertekend door twee personeelsleden, de persoon die is overgegaan tot de hoorzitting niet inbegrepen.

Deze afwezigheid schort de procedure niet op.

**Art. 18.** De definitieve uitsluiting, waartoe het schoolhoofd beslist, wordt bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, betekend aan de meerderjarige leerling of aan de ouders van de minderjarige leerling.

In deze brief wordt melding gemaakt van een rechtsmiddel en de wijzen om dit te gebruiken.

De ouders van de uitgesloten leerling moeten hem in een andere school inschrijven zolang hij schoolplichtig is.

De directie van de instelling en het PMS-centrum dat zorgt voor de begeleiding verlenen, voor zover dit mogelijk is, hun bijstand voor de wederopname van de uitgesloten leerling in het schoolmilieu.

**Art. 19.** § 1. Uitzonderd in het onderwijs voor sociale promotie kan de inrichtende macht of zijn afgevaardigde aan de uitgesloten meerderjarige leerling ofwel aan de minderjarige leerling en zijn ouders voorstellen hem in een andere onderwijsinstelling die zij inricht, in te schrijven.

§ 2. Als de inrichtende macht, die deel uitmaakt van een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan, de uitgesloten meerderjarige leerling of de uitgesloten minderjarige leerling en zijn ouders niet kan voorstellen hem in te schrijven in een andere instelling die zij inricht, stuurt zij binnen de tien dagen na de uitsluiting een afschrift van het tuchtdossier naar dit orgaan. Dit stelt de meerderjarige leerling of de minderjarige leerling en zijn ouders voor hem in te schrijven in een andere instelling die wordt ingericht door een inrichtende macht die zij vertegenwoordigt.

§ 3. Het in § 2 bedoelde vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan is :

— voor het gewoon secundair onderwijs : de « Conseil des pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel neutre subventionné »;

— voor het bijzonder onderwijs : de « Conseil de l'enseignement des Communes et des Provinces »;

§ 4. Als het vertegenwoordigings- of coördinatieorgaan van oordeel is dat de feiten die de leerling ten laste worden gelegd, zeer ernstig zijn, hoort het op zijn beurt de meerderjarige leerling of de minderjarige leerling en zijn ouders. Als de leerling minderjarig is brengt het orgaan de Adviseur voor Jongerenbijstand op de hoogte en verzoekt het hem om advies. Dit advies wordt bij het dossier gevoegd. Wanneer de minderjarige geniet van een gedwongen bijstandsmaatregel, vraagt de Adviseur voor Jongerenbijstand advies aan de bevoegde Directeur van de Jongerenbijstand. Dit advies wordt bij het dossier gevoegd.

§ 5. Als het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van oordeel is dat de inschrijving van de uitgesloten leerling in een andere instelling van een van de inrichtende machten dat het vertegenwoordigt, niet mogelijk is, brengt het het bestuur van de Franse Gemeenschap hiervan op de hoogte binnen de twintig schooldagen volgend op de ontvangst van het dossier. Het bestuur bezorgt het dossier aan de Minister van Franse Gemeenschap die beslist over de inschrijving van de leerling in een onderwijsinstelling van de Franse Gemeenschap.

**Art. 20.** Wanneer de ernst van de feiten dit rechtvaardigt, kan het schoolhoofd, als conservatoire maatregel, in afwachting van het einde van een procedure voor definitieve uitsluiting, de leerling tegen wie de procedure loopt de toegang tot de instelling verbieden. De voorlopige verwijdering mag niet langer duren dan tien schooldagen.

Deze beslissing wordt betekend aan de meerderjarige leerling of aan de ouders van de minderjarige leerling, hetzij bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs. Deze ondertekenen dit ontvangstbewijs als bewijs dat zij er kennis van hebben genomen.

#### HOOFDSTUK V. — *Beroep bij definitieve uitsluiting*

**Art. 21.** Er kan beroep worden aangetekend bij het College tegen de beslissing van het schoolhoofd tot definitieve uitsluiting.

Dit beroep is met redenen omkleed en kan vergezeld gaan van een geschreven verslag.

Dit beroep en verslag moeten ingediend worden binnen de tien werkdagen te rekenen vanaf de betekening van de beslissing van het schoolhoofd.

Zij worden bij aangetekende brief verzonden naar het schoolhoofd, dewelke deze terzelfdertijd met het tuchtdossier onmiddellijk verstuurt naar het bestuur dat hiervan verslag uitbrengt aan het College.

Het College neemt een beslissing uiterlijk vijftien schooldagen na de ontvangst van het dossier. Wanneer het beroep ontvangen wordt tijdens de zomervakantie, neemt het College een beslissing tegen 20 augustus. In alle gevallen wordt de beslissing betekend binnen de drie werkdagen.

Dit beroep kan de beslissing tot definitieve uitsluiting niet opschorpen.

#### HOOFDSTUK VI. — *Opheffings- en overgangsbepalingen*

**Art. 22.** Het besluit van 29 februari 1996 tot vaststelling van het reglement betreffende de tuchtmaatregelen voor de leerlingen van de onderwijsinstellingen die worden georganiseerd door de Franse Gemeenschapscommissie is opgeheven.

**Art. 23.** De procedures voor het opleggen van een ordemaatregel of tuchtmaatregel die zijn opgestart vóór de inwerkingtreding van dit besluit op grond van het besluit bedoeld in artikel 22 worden voortgezet volgens de bepalingen van dit besluit onverminderd de bepalingen van het decreet van 24 juli 1997 van de Franse Gemeenschap.

#### HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

**Art. 24.** Het Lid van het College, bevoegd voor de in dit besluit bedoelde materie, is belast met de uitvoering ervan.

**Art. 25.** Dit besluit treedt in werking de dag dat het verschijnt in het *Belgisch Staatsblad*.

Opgemaakt te Brussel, op 27 mei 1999.

Namens het College :

Lid van het College, belast met Onderwijs,  
E. TOMAS

Voorzitter van het College, belast met Begroting,  
H. HASQUIN